



Déclaration des syndicats de la FSU à la CAPA du 31 janvier 2024 recours des rendez-vous de carrières de la campagne 2023-2024.

Mesdames et Messieurs,

Nous, représentantes et représentants des personnels d'enseignement, d'éducation et psychologues du second degré, élu.e.s sur la liste des syndicats de la FSU, souhaitons à toutes et tous une séance constructive pour cette CAPA qui se déroule la veille d'une grande mobilisation dans l'éducation pour des moyens à la hauteur des enjeux, les conditions de travail et les salaires.

Depuis quelques années, nous assistons à une destruction de la gestion transparente des personnels. Nos possibilités de nous exprimer étant fortement réduites à tous les niveaux, nous contestons toujours fortement la Loi pour la Transformation de la Fonction publique qui a retiré le pouvoir de contrôle aux commissaires paritaires et qui a instauré des formes de dialogue social, dans les instances restantes, limitées voire inexistantes. Nous espérons que la consultation de cette instance dépassera, pour l'administration, un simple acte formel et permettra réellement une discussion contradictoire sur l'appréciation de la valeur professionnelle des dossiers de nos collègues. Leurs démarches ne doivent pas être vaines, elles ont été motivées dans un long parcours complexe de contestation. Nous souhaitons que nos débats fassent évoluer les avis portés mais aussi les pratiques de certain-e-s évaluateurs. En effet, nous supposons que ces 9 dossiers ne sont pas les seules évaluations problématiques dans l'ensemble des 561 rendez-vous de carrières de cette campagne 2023-2024. Nous sommes confrontés chaque jour, en tant qu'enseignants de terrain au découragement des collègues face à cette gestion de plus en plus opaque de leurs carrières ! Dans le cadre des débats à venir nous rappelons notre opposition à l'intervention d'évaluateurs/experts directement impliqués dans certains dossiers pendant cette CAPA. Nos collègues n'ont pas la possibilité, eux, de défendre leurs arguments dans un débat contradictoire !

Plus globalement nous rappelons notre opposition à ce mode d'évaluation et revendiquons que la progression de carrière soit totalement déconnectée des inspections. Il semble que nous ayons été entendus sur ce dernier point... ou pas... vu que le passage à la classe exceptionnelle va maintenant être soumis à une appréciation de la part des inspecteurs et des chefs d'établissement...contrairement aux engagements pris dans un premier temps. Alors que nous demandons de limiter les prérogatives des chefs d'établissement dans ce domaine, ces rendez-vous, sous couvert d'accompagnement, font peser sur les collègues une pression inacceptable. Nous pourrions lister ces pressions mais tout le monde ici en a ou devrait en avoir conscience !

Les personnel-le-s que nous représentons demandent un rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 20 ans afin de retrouver une réelle rémunération de cadre A , les dernières mesures salariales ne concernent qu'une partie des collègues. C'est l'ensemble des personnels enseignants et non enseignants qui doit être revalorisé afin de rendre nos métiers à nouveau attractifs. La chute historique du nombre de candidat aux concours est un signe d'alerte important. Les recours de ce jour apparaissent anachroniques quand on parle de reconnaissance. Nous exigeons une revalorisation indiciaire significative, sans contrepartie. Elle est plus que légitime ! L'Éducation Nationale est une institution de la République et il est essentiel que l'État employeur rémunère à sa juste valeur le travail des agents qualifiés, cadres A de la fonction publique dont la Nation a besoin pour former sa jeunesse et préparer son avenir.

Soutenir, rémunérer, reconnaître le travail et l'engagement ... telles sont les demandes des collègues pour retrouver un métier attractif pour eux et pour de nouveaux collègues. Les déclarations et projets gouvernementaux n'y répondent pas et vont à rebours de ces exigences : uniforme, « choc des savoirs », suppression de postes, pactes, groupes de niveaux, Parcoursup, réforme de la voie professionnelle..., sont autant de mesures qui dessinent un projet passéiste et conservateur de l'École, une école de l'assignation sociale, qui revient sur l'objectif de démocratisation et va aggraver encore plus les inégalités. Ainsi, nous dénonçons, à la rentrée prochaine, les fermetures de divisions, les suppressions de postes encore à tous les niveaux (et ne nous parlez pas de schéma d'emploi complémentaire), les suppressions d'options, de dédoublements qui vont constituer une étape supplémentaire de la destruction du service public d'éducation.

Soyez certains que nous continuerons à dénoncer publiquement, et dans les établissements, ces politiques. Pour notre part, nous exigeons une éducation de qualité pour tous, loin de celle au rabais que vous imposez.

Pour la FSU, une École de la réussite de toutes et tous, une École de l'émancipation par les savoirs, une École qui accueille tous les élèves sans distinction aucune ne peut se construire sur la base de projets organisant le séparatisme social et scolaire. Une autre ambition est nécessaire !

Nous souhaitons donc à toutes et tous une CAPA qui soit l'occasion d'une vraie opportunité de corriger les inégalités vécues par les collègues !